



Notre priorité :  
**un impact  
social positif**

# Faits & chiffres

au 31 décembre 2014

## Total portefeuille financement du développement

- 735 M€\* en 2014
- 109 M€ dans les pays à faible revenu (RNB/habitant ≤ 1 045 \$)
- Prêts et investissements auprès de 805 partenaires dans 63 pays

## Microfinance

Environ 84 % du portefeuille financement du développement (614 M€) sont investis dans la microfinance, via 549 coopératives, institutions financières non bancaires ou banques offrant des produits financiers diversifiés, des financements aux PME et des fonds de refinancement.

- Oikocredit finance en priorité des institutions de microfinance (IMF) de moins de 10 000 emprunteurs (47 %).
- Nos partenaires en microfinance servent 37 millions de clients, dont 1,5 millions grâce aux fonds d'Oikocredit.
- 86 % des bénéficiaires sont des femmes.
- Répartition des clients finaux par secteur : commerce 28 %, agriculture 25 %, services 23 %, production 11 %, divers 12 %.
- 50 % de clients finaux vivent en zone rurale.
- 50 % des partenaires en microfinance ont une politique de parité.
- 57 % de nos partenaires en microfinance ont une politique environnementale.

## Production et services (entreprises sociales)

Environ 16 % du portefeuille financement du développement, soit 121 M€, sont investis dans des PME, des coopératives agricoles, des entreprises de commerce équitable ou de transformation, ainsi que dans des structures communautaires spécialisées dans la santé et l'éducation.

- 256 partenaires des secteurs primaire et tertiaire mènent des activités diversifiées, notamment dans l'agriculture.
- 69 % dans l'agriculture, dont l'élevage.
- 12 % dans le commerce et la fabrication.
- 11 % dans l'éducation et la santé.
- Oikocredit soutient 89 structures de commerce équitable.
- 105 partenaires des secteurs primaire et tertiaire mènent des activités visant à promouvoir et améliorer la protection de l'environnement et du climat.
- 38 % des partenaires des secteurs primaire et tertiaire ont une politique de parité.
- 73 % des partenaires des secteurs primaire et tertiaire ont une politique environnementale.

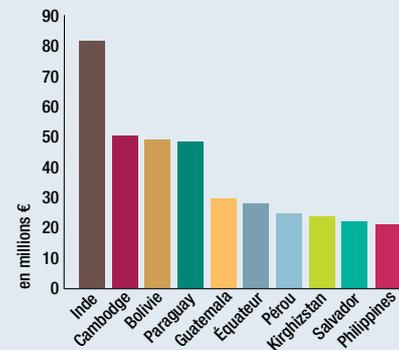
\* M€ : en millions d'euros

**Photo de couverture :** La coopérative nicaraguayenne Promotora de Desarrollo Cooperativo de las Segovias SA (PRODECOOP) préfinance les récoltes de café de plus de 2 000 membres des 69 coopératives qu'elle fédère. La photo présente le mari d'Helena del Socorro Centeno Garcia, membre de l'une de ces coopératives. La PRODECOOP a accordé à Helena et à son mari plusieurs prêts, une assistance technique pour la culture du café et du matériel scolaire. Cette coopérative fédératrice a été l'une des premières à travailler avec Cafédirect, une entreprise innovante, soucieuse de ses producteurs, qui produit des boissons chaudes et commercialise du café, du thé et du cacao certifiés Commerce équitable.

# Indicateurs d'activité

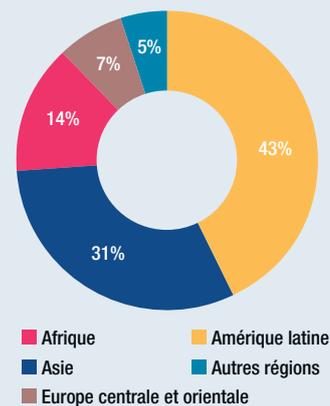
## Les 10 pays aux encours de financement les plus élevés

au 31 décembre 2014



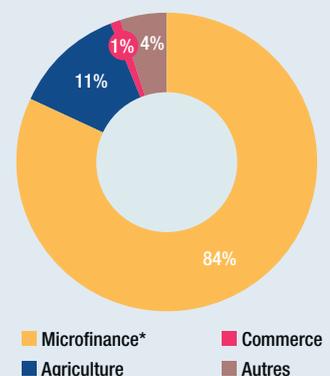
## Encours des financements par région

au 31 décembre 2014



## Encours des financements par secteur

au 31 décembre 2014



\* Y compris le microcrédit, le financement des PME/PMI et des organismes de refinancement de tiers

# Apporter plus que du financement

Aider nos partenaires à répondre aux besoins des personnes exclues des services financiers est au cœur de notre approche du financement du développement. En tant qu'investisseur social, nous nous engageons à aider nos partenaires à améliorer leurs performances sociales et financières, en apportant aux personnes à faibles revenus les moyens de bâtir un avenir meilleur pour eux-mêmes et leurs proches. Nous nous efforçons également d'être transparents et responsables dans la réalisation de nos objectifs sociaux, financiers et environnementaux.

Les besoins de nos partenaires vont au-delà du financement. L'amélioration durable de la qualité de vie de chacun et de la collectivité nécessite plus que des crédits ou des capitaux, aussi essentiels soient-ils. Oikocredit adopte dans cette optique une approche du développement à la fois financière et non financière, qui intègre la gestion de la performance sociale (GPS) et le renforcement des capacités (RC). Les programmes de RC aident nos partenaires à acquérir de nouvelles connaissances, compétences et technologies, à consolider leur mode de gouvernance et à améliorer leur gestion commerciale, leur accès aux marchés et leur performance globale.

Le suivi efficace de la performance sociale permet d'identifier les points sur lesquels les partenaires ont le plus besoin d'appui. Nous travaillons avec eux à étudier la portée de leur action, leurs produits et leurs services aux clients, et la qualité de leurs données. En accroissant le nombre et la quantité de données, nous faisons des évaluations plus pertinentes. En 2014, par exemple, grâce aux données collectées, nous avons pu pour la première fois établir une corrélation entre l'impact social de nos prêts et les résultats de nos partenaires.

Le nouveau programme d'aide à la mesure d'impact d'Oikocredit vise à renforcer la capacité de nos partenaires de microfinance à collecter dans leurs bases de données des informations sur l'évolution de la vie de leurs clients, afin de mieux analyser leur impact et de mettre les résultats en application.

Notre programme d'accompagnement en gestion de la performance sociale, une réussite depuis 2010, est un autre élément clé de notre action de renforcement des capacités. Ce rapport offre un aperçu des initiatives d'Oikocredit pour apporter au développement plus que des financements. Tout ceci serait impossible sans le formidable engagement de notre réseau international de coordinateurs en performance sociale et en renforcement des capacités, et sans l'équipe de GPS du siège social d'Amersfoort, aux Pays-Bas.

En 2015, Oikocredit poursuivra la croissance, la mise en valeur et la diversification de son portefeuille. Les performances sociales et le renforcement des capacités resteront nos priorités ; nous nous engagerons encore davantage dans l'évaluation des résultats, afin de mesurer notre impact positif sur les clients. Dans un contexte du développement durable en pleine évolution, nous continuerons de mener de front nos objectifs sociaux, environnementaux et financiers, tout en améliorant notre performance et en partageant nos connaissances et nos réussites.

**David Woods**  
*Directeur général*

**Ging Ledesma**  
*Directrice Performance sociale et Analyse financière*



Ging Ledesma (debout, au centre), lors d'une visite à Rusizi Specialty Coffee au Rwanda

# Des partenariats pour un impact

La gestion de la performance sociale est au cœur de notre travail. Elle commence par une sélection rigoureuse de nos partenaires, un soutien aux clients qui ait un impact réel, et ce à chaque étape de la chaîne de valeur de l'investissement social. La GPS intègre un suivi des résultats des clients, ainsi que des prestations d'assistance et de formation des partenaires et de leurs clients.

## Sélection des partenaires

Le choix des organisations de microfinance et des entreprises partenaires est une étape cruciale. Nous veillons à ce que leurs objectifs et leurs approches soient alignés sur les nôtres. Nous devons en effet être capables de travailler et d'apprendre ensemble, autrement dit de partager des valeurs communes et une mission : donner aux actifs, aux familles et aux collectivités défavorisées les moyens d'améliorer leur autonomie économique.

En 2010, Oikocredit a créé pour ses intermédiaires financiers la grille ESG (environnement, impact social et gouvernance). Nous avons ensuite mis au point une grille ESG complémentaire pour nos partenaires producteurs ou prestataires de services.

Ces grilles permettent d'évaluer nos partenaires potentiels en fonction de certains critères clés de sélection, dont leur engagement et leur capacité à créer des emplois et des revenus pour les populations défavorisées. Pour les coopératives, les institutions de microfinance (IMF) et les petites et moyennes entreprises (PME), nous évaluons également l'adaptabilité de leurs managers, la proportion de femmes à ces postes,

leur approche de la durabilité environnementale, leur viabilité financière actuelle et potentielle, et leurs besoins en financements étrangers. Nous excluons par exemple toute structure dont les activités impliqueraient le travail d'enfants, ou la production d'armes ou autres équipements dangereux.

## Soutenir les partenaires et leurs clients

Fort de ses 805 partenaires répartis dans 63 pays, Oikocredit a pu continuer en 2014 à se concentrer sur ses investissements stratégiques en finance inclusive, agriculture et énergies renouvelables. En microfinance, certains de nos partenaires en sont déjà au quatrième ou cinquième prêt accordé par Oikocredit. Leurs besoins en financements se sont accrus au fil des ans pour suivre leurs activités et contribuent fortement à la croissance de notre portefeuille Microfinance. Si nous avons moins de partenaires cette année, un grand nombre d'entre eux reçoivent en revanche des prêts plus importants.

En 2014, le nombre de partenaires dans les pays à faible revenu (PFR) a continué d'augmenter, tandis que le nombre de partenaires des pays les moins avancés (PMA) a légèrement progressé. La majorité des pays de ces deux catégories se situe sur le continent africain.

Notre portefeuille Afrique représente désormais 104 millions d'euros, pour 205 partenaires ; néanmoins, beaucoup reste à faire pour l'étoffer encore. L'Amérique latine, l'Europe centrale et l'Europe de l'Est sont toujours nos trois principales régions en termes d'encours de portefeuille.

Indicateurs généraux et financiers	2014	2013	2012	2011	2010
Total de l'encours Financement du développement	735 M€	591 M€ <sup>1</sup>	531 M€ <sup>1</sup>	521 M€ <sup>1</sup>	481 M€
Total de l'encours Investissements en microfinance	614 M€	483 M€	420 M€	410 M€	388 M€
Total de l'encours Entreprises sociales	121 M€	108 M€	110 M€	110 M€	93 M€
Volume des nouveaux prêts	384 M€	296 M€	234 M€	211 M€	214 M€
Nombre de partenaires	805	815	854	896	863
Nombre de partenaires en microfinance	549	566	583	616	598
Nombre de pays	63	67	67	67	71

Indicateurs de performance sociale	2014	2013	2012	2011	2010
Nombre total d'emprunteurs auprès des IMF (institutions de microfinance) partenaires	37 millions	28 millions	28 millions	25,5 millions	29,3 millions
Clients d'IMF servis grâce aux financements d'Oikocredit <sup>2</sup>	1,5 million	1,8 million <sup>3</sup>	1,7 million	1,6 million	1,2 million
% de femmes clientes d'IMF	86 %	81 %	84 %	83 %	86 %
% de partenaires IMF ayant une politique de parité	50 %	50 %	42 %	38 %	42 %
% de clients d'IMF en milieu rural	50 %	47 %	56 %	53 %	50 %
Nombre d'entreprises sociales	256	249	271	280	265
Nombre de partenaires « verts »	105	101	98	-	-
Nombre de coopératives	240	262	272	290	290
Salariés des entreprises sociales	124 078 (106 052 <sup>5</sup> emplois permanents)	46 607 (31 144 emplois permanents)	37 438 (20 556 emplois permanents)	39 323 <sup>4</sup> (24 083 emplois permanents)	77 671 (60 918 emplois permanents)
Nombre d'agriculteurs soutenus	325 630	315 408 <sup>3</sup>	286 061	292 586	-
Nombre de coopératives soutenues	337 750	1 451 082	1 637 401	355 512	-
% d'entreprises sociales ayant une politique environnementale	73 %	70 %	72 %	73 %	55 %

<sup>1</sup> Chiffres corrigés de 2011, 2012 et 2013, par rapport au rapport de performance sociale 2013.

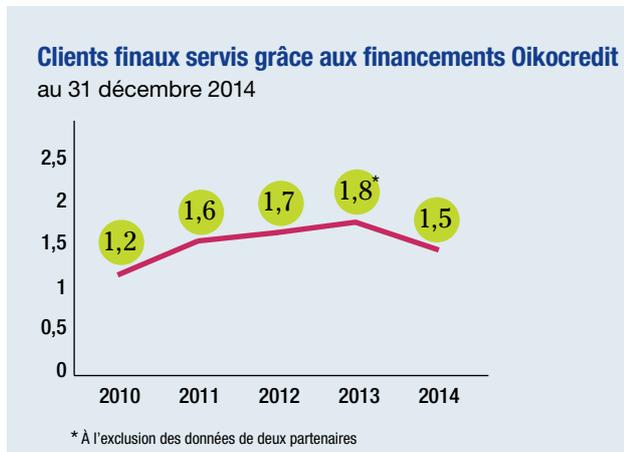
<sup>2</sup> Pour cette évaluation, le nombre de clients finaux soutenus par les partenaires est multiplié au prorata de la participation d'Oikocredit dans le financement des portefeuilles de prêts des partenaires en microfinance.

<sup>3</sup> À l'exclusion des données de deux partenaires.

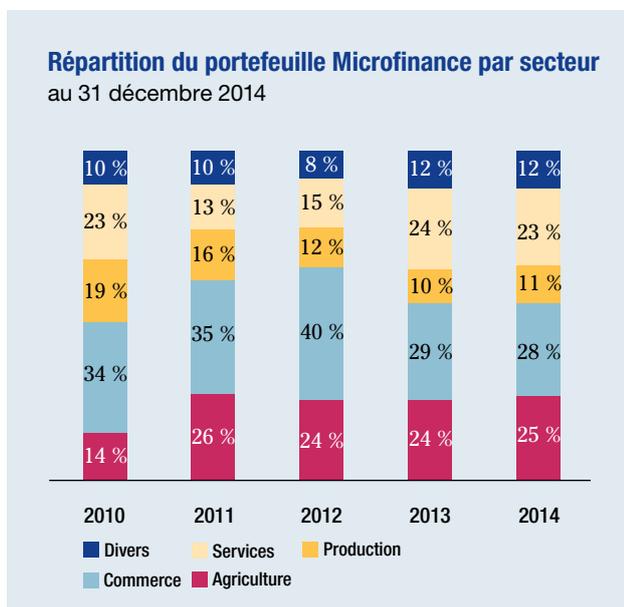
<sup>4</sup> Définition stricte n'incluant que les emplois salariés directs.

<sup>5</sup> Cette hausse est principalement due à un partenaire indien qui a communiqué ses chiffres pour la première fois.

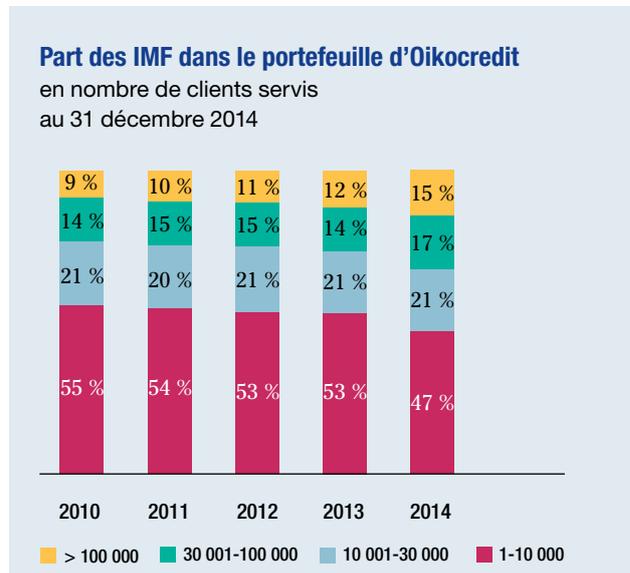
## Nombre de clients en microfinance



En 2014, nos IMF partenaires s'adressaient à 37 millions de clients. La hausse significative de ce chiffre depuis 2013 est principalement due à une forte augmentation du nombre d'emprunteurs en Asie. C'est en Inde que nos partenaires soutiennent le plus de clients. En 2014, les pays ayant connu les plus fortes hausses de clientèle sont le Cambodge, la Géorgie, l'Indonésie, le Kazakhstan, et le Tadjikistan.



En 2014, 28% des emprunteurs finaux bénéficiaires de prêts ou d'investissements d'Oikocredit travaillaient dans le commerce, 25% dans l'agriculture, 23% dans les services, 11% dans la production non agricole et 12% dans divers autres secteurs. En 2014, le nombre d'emprunteurs bénéficiant ainsi de notre soutien financier indirect a baissé de 1,8 à 1,5 million.



L'un de nos avantages concurrentiels est que nous finançons des institutions de microfinance de taille modeste, au nombre limité de clients, qui ne sont appuyées par aucun autre investisseur. En 2008, 59% de nos partenaires IMF comptaient moins de 10 000 emprunteurs. Cette proportion est descendue à 47% en 2014, ce qui représente toujours une part significative de notre portefeuille. L'augmentation de notre part d'investissements dans des IMF plus grandes est en partie due à la croissance de partenaires existants.

Dans le cadre de sa mission sociale, Oikocredit s'efforce de soutenir plus particulièrement les femmes et les populations rurales. À 86%, la part des femmes dans notre clientèle se situe au-delà de notre objectif, et a connu une hausse de 5% par rapport à 2013. De plus, la proportion de femmes soutenues par nos partenaires reste au-dessus du niveau atteint par d'autres véhicules d'investissement en microfinance (MIV), qui affichent une moyenne de 66,5% en 2014.

Le nombre de clients ruraux a progressé, de 47% en 2013 à 50% en 2014. Les plus fortes hausses de clientèle rurale ont été enregistrées en Ouganda, au Rwanda, au Bénin et en Bosnie. Par notre financement des IMF, nous soutenons aussi indirectement le secteur agricole, puisque 25% des clients empruntant auprès de nos partenaires en microfinance travaillaient dans ce secteur en 2014.

# Suivre la performance sociale

## Portefeuille Microfinance

### Objectifs de développement pour nos IMF partenaires

Tout comme en 2013, nos IMF partenaires avaient pour principaux objectifs de développement communs en 2014 la croissance de leurs activités (77%), la lutte contre la pauvreté (66%) ainsi que l'emploi (45%). Parmi les autres thèmes ciblés, on trouve aussi l'égalité hommes-femmes, le logement et les jeunes entreprises.

### Emploi

Oikocredit collecte des données sur l'emploi des clients de ses IMF partenaires, pour mieux comprendre comment ces dernières contribuent à l'objectif de développement « un travail décent pour tous ». L'Organisation internationale du travail (OIT) définit la notion de « travail décent » à partir des éléments suivants : conditions de sécurité, temps libres et pauses adéquats, prise en compte de la famille et des valeurs sociales, prévision d'une indemnisation adaptée en cas de perte ou de réduction des revenus, et accès à des soins médicaux appropriés. Sur 549 partenaires en microfinance, 50% ont retenu l'emploi parmi leurs objectifs de développement, et 19% ont fourni à Oikocredit des statistiques sur l'emploi. En moyenne, 73% des clients de l'ensemble de nos IMF partenaires exercent des activités non salariées. L'Asie compte la plus forte proportion d'actifs indépendants (85%), et c'est en Europe de l'Est que le pourcentage de clients salariés est le plus fort.

### Responsabilisation et pratiques de GPS

En 2014, le nombre de nos partenaires IMF publiant des rapports auprès du MIX (Microfinance Information Exchange) et réalisant une notation sociale a évolué positivement ;

en revanche, le nombre de partenaires faisant l'objet d'une notation financière a baissé. Par rapport aux années précédentes, un plus grand pourcentage de partenaires a également adopté les principes de protection des clients (PPC) et mené des enquêtes de satisfaction client. Ceci montre bien que nos partenaires placent les besoins des clients au cœur de leur travail.

### Taux d'intérêt facturés aux emprunteurs

Le suivi en 2014 des taux d'intérêt facturés aux clients de 191 partenaires en microfinance a montré que le taux d'intérêt annuel moyen, frais et épargne obligatoire compris, est de 37%. Ces taux varient considérablement d'une région à l'autre, et d'un pays à l'autre.



## Notations, rapports MIX Market et pratiques de GPS des partenaires en microfinance

	2014	2013	2012	2011	2010
Rapport de perf. sociale à MIX Market	55 %	52 %	45 %	43 %	37 %
Rapport de perf. financière à MIX Market	64 %	62 %	55 %	53 %	55 %
Notation sociale	27 %	23 %	25 %	23 %	20 %
Notation financière	45 %	48 %	52 %	48 %	48 %
Adhésion aux Principes de protection des clients	76 %	71 %	59 %	50 %	44 %
Enquête de satisfaction client	64 %	60 %	57 %	45 %	28 %

### Nos partenaires en parlent

Pour Oikocredit, les relations à long terme sont fondamentales, et nous sollicitons un retour d'expérience régulier de nos partenaires. Nous avons ainsi réalisé la troisième enquête de satisfaction auprès de nos partenaires sur les activités de 2014 (comme précédemment, en 2011 et 2013). Le taux de retour s'est légèrement amélioré avec 272 partenaires soit 39%, contre 34% en 2013. En tête des éléments les plus appréciés dans leurs rapports avec

Oikocredit en 2014, nos partenaires ont placé le service client, les prestations de services non financiers et le renforcement des capacités. Comme dans les précédentes enquêtes, ils ont aussi cité les taux d'intérêt et le délai d'instruction des dossiers de prêt comme étant des points à améliorer. Ils ont également apprécié le soutien d'Oikocredit en gestion de la performance sociale, qui leur permet d'offrir un retour à la fois social et financier à leurs clients comme à leurs sociétaires.

## Portefeuille Production et Services

Oikocredit investit directement dans des entreprises sociales : il s'agit de ses partenaires producteurs et prestataires de services. Cette partie du portefeuille, qui inclut des producteurs ou importateurs de produits agricoles, des coopératives, des universités et des hôpitaux, a pour but d'offrir un soutien plus direct aux économies locales, en créant des emplois décents et en soutenant le commerce équitable et la production biologique. Après une progression régulière entre 2008 et 2011, notre portefeuille Production et services a marqué un palier pendant trois ans. Nous sommes heureux de constater un regain de croissance en 2014.

Le nombre de nos partenaires agricoles est passé de 158 en 2013 à 179 en 2014, tandis que le nombre de partenaires dans le commerce et la production manufacturière a diminué. Ces variations sont en partie dues à la reclassification de sept partenaires passés du secteur commercial à celui de l'agriculture (2,8 millions d'euros). Les plus fortes croissances de notre portefeuille Production et services ont été enregistrées en Argentine, au Honduras, au Nicaragua et en Uruguay pour l'Amérique latine, et en Bulgarie pour l'Europe de l'Est.

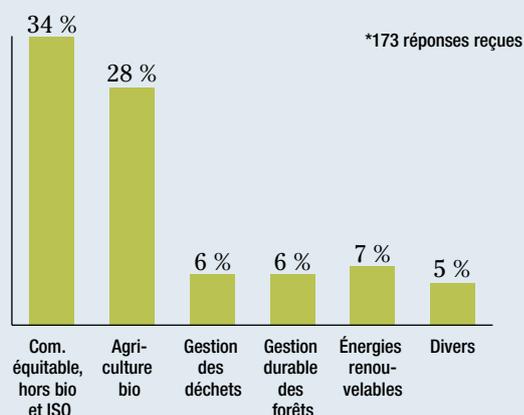
### Nombre de salariés dans les secteurs Production et services

Nos partenaires producteurs ou prestataires de services emploient au total environ 124 000 salariés en 2014, contre 47 000 en 2013. Cette forte hausse est liée principalement à notre partenaire indien BWDA, qui a déclaré ses données pour la première fois, avec 77 000 salariés. En 2014 pour ces deux secteurs, chacun de nos partenaires a créé 14 emplois permanents et 10 emplois temporaires. La répartition est toutefois très inégale : 38% de ces partenaires ont réduit les emplois salariés, tandis que 62% ont contribué à améliorer la création d'emplois.

### Nos partenaires en commerce équitable et biologique

Parmi nos 256 partenaires producteurs ou prestataires de services en 2014, 105 remplissaient les critères pour être classés « verts », soit un pourcentage de 41%. Cette classification englobe les activités de nos partenaires engagés dans la protection de l'environnement et du climat. La plupart de ces derniers travaillent pour le commerce équitable, puis dans l'agriculture biologique, la gestion des déchets, la gestion durable des forêts et les énergies

### Partenaires respectueux de l'environnement\*



### Portefeuille Commerce équitable en M€



### Nombre de partenaires en commerce équitable



renouvelables. Il existe également d'autres secteurs « verts », comme ceux de la gestion de l'eau et de l'assainissement.

Les certifications Commerce équitable et Agriculture biologique garantissent que nos partenaires contribuent au développement durable par de meilleures conditions de vente, des emplois décents sécurisés et des méthodes de production plus écologiques. En 2014, 89 partenaires d'Oikocredit (35%) bénéficiaient d'au moins une certification Commerce équitable. La majorité d'entre eux (62%) étaient situés en Amérique latine, plus particulièrement en Équateur, au Honduras, au Guatemala, au Nicaragua et au Pérou.

### Empreinte carbone et système de compensation

L'empreinte carbone totale d'Oikocredit, pour nos quatre entités calculant leur équivalent CO<sub>2</sub> (bureau international aux Pays-Bas, bureaux régionaux du Costa Rica, d'Inde et des Philippines), a légèrement augmenté. Le poste des déplacements professionnels, inhérent à toute structure internationale, reste le plus gros consommateur de CO<sub>2</sub>. Comparé à celui de 2013, le niveau d'émissions de CO<sub>2</sub> par emploi à temps plein est toutefois resté stable pour le bureau international et pour les Philippines ; sur ces deux sites, le taux d'émission pour 1 million d'euros investi a diminué. Si les émissions ont légèrement augmenté aux Costa Rica et en Inde, ces deux pays restent toutefois bien en deçà des niveaux atteints dans d'autres régions.

Suite au premier calcul de notre empreinte carbone en 2013, notre bureau international a mis en place un système de compensation carbone. L'objectif est de reverser ces fonds (environ 20 000 euros par an) à l'un de nos partenaires au lieu de racheter des crédits en externe auprès d'une structure qui utiliserait cet argent pour ses propres investissements. Le premier versement de compensation a été accordé en 2014 à un projet de panneaux solaires lancé par COOPETARRAZU, l'un de nos partenaires costaricains.

En 2014, Oikocredit a recruté un spécialiste du financement des énergies renouvelables pour gérer le portefeuille et l'unité Énergies renouvelables. Depuis sa nomination, nous avons validé sept nouveaux projets, pour un montant total de 12,7 millions d'euros. En 2014, notre encours pour ce portefeuille était de 8,4 millions d'euros.

# Renforcement des capacités : au-delà du seul financement

La valeur du financement d'Oikocredit dépend de la capacité de nos partenaires à rendre davantage autonomes leurs clients et leurs communautés. Conscients que nous avons une part de responsabilité à assumer dans cet impact, nous accompagnons le soutien financier fourni à nos partenaires d'une assistance en Renforcement des Capacités (RC). Cet ensemble fait partie intégrante de notre approche du financement.

Le renforcement des capacités a une valeur ajoutée pour les clients, les partenaires, pour Oikocredit et ses investisseurs. Notre soutien aide les partenaires à identifier des points d'amélioration et à renforcer leurs performances, aussi bien sociales que financières. Il favorise également le développement de notre portefeuille, par une meilleure couverture des segments de population les moins bancarisés. Pour les associations de producteurs, les coopératives paysannes et autres micro et petites entreprises sociales, le renforcement des capacités leur permet d'être éligibles à des financements et d'en faire meilleur usage. Avec certains partenaires, nous nous engageons sur des programmes de renforcement des capacités allant jusqu'à trois ans.

## Être précurseur

Oikocredit a été l'un des premiers investisseurs sociaux, en 2007, à prévoir des prestations de renforcement des capacités (RC). Les institutions de microfinance (IMF) que nous avons soutenues par ces services ont pu améliorer la fidélisation de leur clientèle, la qualité et le développement de leurs portefeuilles, et créer de nouveaux prêts, notamment pour les ruraux. Les entreprises agricoles ont par exemple bénéficié de nos formations en encadrement, perfectionné leur gestion financière et leur suivi de données, et augmenté leur productivité grâce à une assistance sur les techniques de culture et de gestion post-récoltes.

Nos prestations de RC concernent tous les secteurs de notre portefeuille, dans toutes les régions du monde où nous intervenons, et notre personnel international spécialisé collabore avec des consultants externes. Ces services aident nos partenaires à réaliser leurs objectifs et contribuent au respect de nos engagements sociaux, environnementaux et financiers. Nous avons financé en 2014 189 projets de RC, sur nos propres fonds et avec le soutien financier de l'Église de Suède et de ICCO.

## Le renforcement des capacités dans la pratique

Le programme de RC d'Oikocredit s'articule autour de trois grands thèmes : GPS, gestion des risques et gouvernance, et financement des chaînes de valeur agricoles.

Une bonne GPS permet à nos partenaires d'atteindre des objectifs sociaux aussi bien que financiers ; comme en gestion financière, cela implique de définir des objectifs, de suivre et mesurer les résultats et d'en assurer la responsabilité. Elle aide les structures à garantir la protection des droits des clients, et à s'assurer que les produits et services proposés ont des effets positifs sur ces derniers. Notre programme d'accompagnement en GPS a été lancé en 2010. Aujourd'hui encore, il continue d'apporter à nos partenaires des retours rapides, et d'autres

à plus long terme. Il couvre désormais l'Afrique de l'Est (Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda) et de l'Ouest (Bénin, Mali, Sénégal et Togo), ainsi que l'Amérique latine (Équateur, Paraguay et Pérou). Les partenaires qui l'ont suivi en sont convaincus : placer le client au cœur de leur travail est positif pour leurs activités.

Notre expérience de plus de 40 ans avec des partenaires variés, qui ont connu aussi bien la réussite que des difficultés, nous prouve l'importance d'une bonne gouvernance et d'une gestion efficace des risques. Collaborer avec des consultants externes permet à nos partenaires d'établir des comités de gestion des risques, de mieux cerner les types de risques (de crédit, de marché, de change, mais aussi de réputation, ou encore les risques environnementaux et financiers) et de définir des plans d'atténuation des risques. Oikocredit est l'un des fondateurs de la RIM (Risk Management Initiative in Microfinance), dont la mission est de contribuer à la sensibilisation, au développement de bonnes pratiques et de normes adaptées dans le domaine de la gestion des risques pour la microfinance.

Notre stratégie d'investissement rural s'attache par exemple à comprendre comment les familles à faibles revenus pourraient mieux participer à la chaîne de valeur agricole et en tirer profit. Nos ateliers et formations techniques accompagnent aussi nos partenaires dans l'amélioration de leur productivité et de leurs compétences en développement et gestion d'entreprise.



Omaganhan, Philippines

## Projet pilote de gestion des risques après une catastrophe naturelle

Dans le cadre de sa politique environnementale, qui prépare notamment nos partenaires aux situations de catastrophes climatiques, Oikocredit a mené un projet pilote de gestion des risques après une catastrophe. Nous nous sommes pour cela associés au Corporate Network for Disaster Response afin d'organiser des ateliers de formation à l'attention de 11 partenaires aux Philippines, dont la Omaganhan Farmers' Agrarian Reform Cooperative. Ses membres, environ 25 000 producteurs en milieu rural dans la province de Leyte, ont en effet été fortement touchés par le cyclone Haiyan en 2013. L'approche pratique adoptée à l'occasion de ces stages s'est avérée positive ; elle a permis de tester en conditions réelles les plans de poursuite d'activité de trois partenaires dont la zone de travail a été frappée par le cyclone Ruby en décembre 2014, juste après les ateliers de novembre. Les possibilités de réplique de cette approche dans d'autres pays seront étudiées.

# Soutien aux partenaires : des exemples concrets

En 2014, l'Église de Suède nous a aidés à mettre sur pied les programmes de partenariat à long terme suivants :

- l'un avec les coopératives engagées dans la remise en état de plantations de café en Amérique centrale et Amérique du Sud ;
- le deuxième conçu comme un incubateur de coopératives agricoles, en Ouganda ;
- le troisième pour renforcer la gouvernance au sein des coopératives en Amérique centrale.

## Programme de remise en état des plantations de café

Le café représente environ 36% du portefeuille agricole d'Oikocredit en Amérique latine ; il est par conséquent un point clé pour l'investissement. En 2013, aidé par une mauvaise météo, le champignon *roya amarilla* s'est rapidement répandu, menaçant de dévaster le secteur de la caféiculture en déclenchant une épidémie de rouille orangée du café. L'infection touche les feuilles des caféiers, qu'elle fait tomber, affaiblissant ainsi l'arbre au point d'entraîner parfois sa mort. Les niveaux de production des petits récoltants chutent depuis environ sept ans dans cette région du monde et beaucoup de producteurs se voient contraints de replanter des variétés de moins bonne qualité, mais plus résistantes à la rouille du café. La qualité du café s'en trouve ainsi sacrifiée. Pour s'attaquer aux problèmes du secteur du café en Amérique latine, Oikocredit a fondé une alliance avec Sustainable Harvest, un importateur de café international.



PRODECOOP, Nicaragua

En réponse à cette « crise du café », Oikocredit a lancé un programme de soutien aux coopératives dans le centre et le sud du continent américain. Il s'agit d'aider les producteurs de café à développer et mettre en œuvre des plans de remise en état pour dynamiser la productivité et améliorer la qualité des cafés, ainsi que la qualité de vie des petits producteurs.

Le programme du Pérou a été lancé en partenariat avec trois coopératives agricoles présentes dans 5 régions : San Martín, Amazonas et Cajamarca, Ucayali et Huánuco. Les zones rurales de ces départements affichent un fort taux d'analphabétisme, notamment chez les femmes ; le raccordement aux réseaux d'eau publics, les systèmes de traitement des eaux usées et les installations sanitaires privées y sont rares. Après la sélection des consultants et des réunions avec le personnel et les membres du conseil d'administration des coopératives, de premiers ateliers ont pu avoir lieu entre octobre et décembre 2014, portant sur la sensibilisation, l'éducation financière et la parité. D'autres ateliers sont planifiés pour 2015.

## Renforcement des capacités pour des structures agricoles en Ouganda

En 2014, Oikocredit Ouganda a choisi quatre coopératives locales pour prendre part à la première phase d'un programme de RC sur trois ans appuyé par l'Église de Suède. Ces quatre coopératives avaient exprimé le besoin d'un prêt pour l'achat d'un tracteur. Chacune d'elle avait aussi de toute évidence besoin d'une aide en RC pour mieux s'organiser, améliorer la gouvernance, acquérir la capacité à produire collectivement et vendre en gros, et mettre en place des techniques agricoles plus efficaces.

Le programme conçu pour ces coopératives ougandaises comprenait des ateliers et du coaching sur divers thèmes : leadership, management et gouvernance, achat et distribution d'intrants, développement d'une ferme modèle ainsi qu'une formation à la manutention après récolte.

Les changements sont déjà visibles dès la première récolte suivant le lancement du programme. Le directeur général de l'une de ces coopératives a par exemple fait clarifier les rôles et responsabilités du conseil d'administration, de la direction et des commissions de travail.

Le résultat le plus frappant, aux yeux de la directrice nationale d'Oikocredit en Ouganda, Edith Tusubira, est l'augmentation de la productivité. L'un des cultivateurs annonce être passé d'un rendement de 5 à 30 sacs de maïs par saison. Une agricultrice, mère de sept enfants, indique qu'elle peut désormais, grâce à l'augmentation de sa production, payer les frais de scolarité. « Les changements positifs dans la vie des gens sont bien réels, et c'est là tout le sens de notre travail », commente Mme Tusubira. « J'en rêvais, et, maintenant, nous avons un programme de renforcement des capacités bien concret. »

# La mesure d'impact : au coeur de la

Le meilleur moyen de tester la valeur de notre travail est d'étudier l'impact que nous avons sur la vie de nos clients et leurs communautés. Investisseur responsable, nous nous efforçons de toujours mieux comprendre les résultats pour le client et l'impact réel de notre action. Si nous et nos partenaires voulons vraiment être responsabilisés, il faut nous poser les bonnes questions : quelles situations vivent nos clients ? La microfinance améliore-t-elle de façon pérenne la qualité de vie des clients ? C'est pourquoi nous avons non seulement encouragé nos partenaires à utiliser l'indice PPI (Progress out of Poverty Index) depuis 2008, mais avons également lancé notre programme d'aide à la mesure d'impact.

## Sortir de la pauvreté

Permettre aux personnes actives défavorisées de sortir de la pauvreté est une tâche inhérente à la mission d'Oikocredit. Pour mieux suivre cette évolution, le PPI mesure le niveau de vie d'un ménage par 10 questions sur ses biens et son bien-être, afin de mesurer la probabilité qu'il se trouve ou non en deçà d'un certain seuil de pauvreté<sup>1</sup>. Le seuil pris en compte est souvent celui fixé au niveau international entre 1,25 et 2 dollars américains par jour, ou celui défini par chaque pays (seuil de pauvreté national). Le PPI fournit ainsi une évaluation précise du pourcentage d'emprunteurs vivant dans la pauvreté.

En 2014, 73 partenaires en microfinance ont publié des données de PPI. Sur un total de plus de 3,2 millions d'emprunteurs ainsi étudiés, environ 25,5% vivent au-dessous du seuil de pauvreté international (1,25 USD) et 62,6% vivent au-dessous du seuil de bas revenu (2 USD).

## Un programme d'aide à la mesure d'impact pour mesurer les changements dans la vie des clients finaux

Oikocredit dispose aujourd'hui d'une mine d'informations sur ses partenaires et sur leurs pratiques de GPS. Toutefois, pour mieux comprendre ce qui se passe au niveau du client final, nous avons lancé en 2014 notre programme d'aide à la mesure d'impact sur la vie des clients, en partenariat avec sept IMF : Fusion, Utkarsh, Sonata et SVCL en Inde, ASKI aux Philippines, TPC au Cambodge et IMON International au Tadjikistan.

Ce programme marque une étape naturelle dans la démarche générale d'Oikocredit en gestion de la performance sociale. Après avoir défini notre propre base de données concernant nos partenaires, nous nous intéressons maintenant aux bases de données de nos partenaires concernant leurs clients.

<sup>1</sup> Cet outil donne une estimation précise du pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dans un groupe donné.

## Les pauvres parmi la clientèle des partenaires d'Oikocredit en 2014

	% d'emprunteurs sous le seuil de pauvreté national	% d'emprunteurs sous le seuil de pauvreté international (1,25 USD/jour)	% d'emprunteurs à faibles revenus (2 USD/jour)	Nb de partenaires publiant un indice PPI	Nb de clients interrogés
<b>Asie</b>	<b>19,1 %</b>	<b>26,4 %</b>	<b>65,4 %</b>	<b>29</b>	<b>2 997 668</b>
Cambodge	13,3 %	15,0 %	56,4 %	4	306 577
Inde	19,6 %	29,2 %	70,7 %	12	2 447 960
Philippines	22,6 %	13,8 %	21,8 %	12	211 051
Tadjikistan	13,6 %	4,8 %	13,6 %	1	32 080
<b>Amérique latine</b>	<b>30,0 %</b>	<b>11,9 %</b>	<b>21,0 %</b>	<b>36</b>	<b>237 522</b>
Bolivie	36,0 %	9,3 %	23,7 %	7	12 199
République dominicaine	15,0 %	3,2 %	3,1 %	2	4 000
Équateur	23,9 %	1,0 %	8,6 %	4	38 999
Salvador	36,0 %	46,0 %	64,9 %	2	44 592
Guatemala	51,8 %	5,2 %	10,7 %	6	14 048
Haïti	57,0 %		74,0 %	1	2 037
Honduras	46,7 %	1,6 %	46,9 %	2	2 352
Nicaragua	4,1 %	3,3 %	3,3 %	2	1 952
Pérou	14,2 %	1,4 %	3,2 %	5	39 842
Colombie	33,1 %	0,1 %	0,4 %	5	77 501
<b>Afrique</b>	<b>50,8 %</b>	<b>3,9 %</b>	<b>37,4 %</b>	<b>8</b>	<b>34 404</b>
Mali	70,0 %	0,0 %	89,0 %	1	4 152
Sénégal	24,3 %	8,0 %	49,7 %	4	2 927
Afrique du Sud	57,0 %	-	33,0 %	1	23 000
Ouganda	0,0 %	7,3 %	0,0 %	1	3 978
<b>Mondial</b>	<b>20,2 %</b>	<b>25,5 %</b>	<b>62,6 %</b>	<b>73</b>	<b>3 269 594</b>

L'enquête a porté sur plus de 3 millions d'emprunteurs.

# performance sociale



IMON International, Tadjikistan

Notre programme d'aide à la mesure d'impact permet aux IMF partenaires de mieux comprendre l'évolution de la vie de leurs clients au fil du temps. Au cours d'une semaine de formation, nous accompagnons nos partenaires dans la collecte, l'analyse et l'utilisation de leurs données, et les aidons à mettre en place des prototypes de tableaux de bord dynamiques, pour effectuer un suivi des données sur la pauvreté et l'emploi au sein de leur clientèle.

Nous proposons également pour les personnels d'encadrement un atelier sur l'utilisation des données pour le suivi de la mission sociale, du développement des produits et des opérations de crédit. Lorsque nos partenaires ont déjà de solides bases de données, nous analysons si leurs services financiers peuvent être liés de manière plausible à des changements dans la vie des clients.

Nous avons analysé les données en collaboration avec le Dr Andreas Hoepner, de la Henley Business School, au Royaume-Uni. Deux des IMF participantes, SVCL en Inde et ASKI aux Philippines, disposaient de données de PPI particulièrement solides en 2014, ce qui a facilité le suivi de l'évolution de la pauvreté dans le temps. Bien que ces données ne nous permettent pas d'évaluer l'impact de la microfinance, car nous n'avons pas de groupe témoin ni de données sur les anciens clients, nous pouvons examiner la relation entre crédit et pauvreté en analysant de larges échantillons de données.

Ainsi, SVCL a alloué de petits crédits pour leurs activités professionnelles à des clients de sept États du nord de l'Inde. Cette IMF a soutenu par ses prêts 272 000 femmes dont 68% en milieu rural. Grâce au PPI, elle a mesuré le niveau de pauvreté des nouveaux clients depuis ses débuts et a pu nous

fournir des données sur 407 718 emprunteurs, pour un total de 649 844 observations entre janvier 2010 et octobre 2014.

ASKI travaille dans le nord et le centre de la province de Luzon et soutient plus de 95 000 clients, en grande majorité des femmes (74%) et des ruraux (83%). ASKI propose une large gamme de produits, dont des prêts collectifs et individuels, ainsi que des services d'assurance et des services non financiers. ASKI possède les données de 201 428 clients, pour un total de 359 550 enregistrements entre 2011 et 2014.

Pour SVCL, les analyses économétriques laissent penser qu'une augmentation de 10 000 roupies indiennes (157 dollars américains) du montant prêté à un client se traduit par une hausse moyenne de 0,6 unité de PPI. Les scores PPI peuvent se traduire en risque de pauvreté : plus l'indice est élevé, plus le risque de pauvreté est faible. Un emprunteur ayant un PPI de 20 court un risque réduit, de 0,9%, de vivre en-dessous du seuil de pauvreté national. Un indice moyen de 47 indique un risque de pauvreté réduit, de 0,2%. Concernant les emprunteurs d'ASKI, une augmentation de 10 000 de pesos philippins (223 dollars américains) du montant de prêt entraîne une amélioration du PPI du client de 0,5 unités en moyenne. Un emprunteur ayant un PPI moyen de 58,6 a ainsi un risque réduit de vivre en dessous du seuil de pauvreté national de 0,9%. En règle générale, les premiers résultats montrent que le microcrédit a un petit effet positif concernant la réduction de la pauvreté pour les clients de ces deux IMF. Nous poursuivrons le travail avec ces sept partenaires en 2015, et étendrons notre programme d'aide à la mesure d'impact à d'autres IMF.

## Autres études d'impact et de résultats

En 2014, nous avons également pris part à des initiatives communes telles que le programme de recherche MF4DW (La microfinance pour le travail décent) mené par l'Organisation internationale du travail (OIT). Il s'agissait de tester la capacité de la microfinance à engendrer des bénéfices durables pour les entrepreneurs et autres personnes actives à faibles revenus de l'économie informelle. Ce programme comportait une évaluation de GPS sur les résultats pour les clients auprès de l'IMF partenaire Bai Tushum, au Kirghizstan. Bai Tushum a mis en place un nouveau système de crédit pour les PME de l'économie informelle, afin de promouvoir la création d'emplois. Les résultats de cette étude ont montré que le volume des prêts était faiblement corrélé à l'emploi, tandis que d'autres facteurs, comme le type d'activité, avaient une influence beaucoup plus forte sur la création d'emplois dans les PME clientes.

Toujours pour comprendre les avantages à long terme pour les emprunteurs de la microfinance, nous avons participé à l'édition 2014 de la série de publications « A Billion to Gain », lancée par ING et la plat-forme néerlandaise pour la finance inclusive NPM, qui rend compte d'une étude d'impact auprès de deux IMF en Inde et au Ghana. Vers la fin 2014, nous nous sommes également lancés dans une étude d'impact qualitative de SEKEM, un producteur partenaire égyptien spécialisé dans l'agriculture biologique et biodynamique. Les résultats seront publiés en 2015.

# Notre approche

Investisseur social présent dans le monde entier, Oikocredit est une coopérative qui promeut un développement durable en accordant prêts, capitaux et assistance au renforcement des capacités à des institutions de microfinance, des coopératives, des structures de commerce équitable et des PME. Contribuer à l'autonomie des personnes afin qu'elles améliorent leurs conditions de vie : ce principe guide l'action d'Oikocredit. Oikocredit offre à ses investisseurs un triple retour sur investissement : social, environnemental et financier. À la possibilité de bénéficier d'un rendement financier modéré s'ajoute pour nos investisseurs l'assurance que leur argent sera employé à améliorer les conditions de vie, à promouvoir le commerce équitable et à respecter les ressources naturelles de la planète.

Pour Oikocredit, la gestion de la performance sociale est une priorité. Évaluer et affirmer le niveau de retour social sur investissement est donc primordial, et nous faisons tout pour nous assurer que nos investissements ont un impact positif. Nous souhaitons toucher davantage le monde rural et agricole, et favoriser l'autonomie des femmes.

Oikocredit finance 805 partenaires dans plus de 60 pays (chiffres au 31 décembre 2014). Notre travail s'appuie sur la proximité avec nos clients et la compréhension de leurs marchés que nous avons grâce à notre réseau de représentants locaux.

# Soutenir les initiatives et les plateformes sectorielles

Oikocredit participe activement à divers réseaux, initiatives et plateformes sectoriels qui visent à définir et élever les normes de performance sociale de la microfinance. Notre expérience de ce type de partenariats et projets s'est révélée très positive, et a souvent guidé notre démarche en gestion de la performance sociale.

## Principes de protection des clients (PPC)

[www.smartcampaign.org](http://www.smartcampaign.org)

## Council on Smallholder Agricultural Finance

[www.csaf.net](http://www.csaf.net)

## Organisation internationale du Travail (OIT)

[www.ilo.org](http://www.ilo.org)

## Principes pour les investisseurs en finance inclusive

[www.unpri.org/piif](http://www.unpri.org/piif)

## Progress out of Poverty Index (PPI)

[www.progressoutofpoverty.org](http://www.progressoutofpoverty.org)

## Risk Management Initiative in Microfinance

[www.riminitiative.org](http://www.riminitiative.org)

## Outil SPI®

[www.cerise-microfinance.org](http://www.cerise-microfinance.org)

## Social Performance Task Force (SPTF)

[www.sptf.info](http://www.sptf.info)

### Textes et fabrication

Équipe d'Oikocredit  
Miles Litvinoff  
Angèle Vermeulen

### Crédits photos

Opmeer Reports (couverture comprise),  
Tom Bamber, Nicolas Villaume,  
Partenaires et équipes Oikocredit

### Maquette

Van Santen Productions

### Impression

Groen Media

### Version française

### Traduction

Magali Guenette

### Relectures

Christine Poursat, Géraldine Vasse,  
Magali Guenette, Gaël Marteau

[WWW.OIKOCREDIT.COOP](http://WWW.OIKOCREDIT.COOP)



Oikocredit est membre de  **finansol**

### Oikocredit International

T : +31 33 422 40 40	Berkenweg 7	PO Box 2136
F : +31 33 465 03 36	3818 LA Amersfoort	3800 CC Amersfoort
E : <a href="mailto:info@oikocredit.org">info@oikocredit.org</a>	Pays-Bas	Pays-Bas

Ce document a été rédigé avec le plus grand soin par Oikocredit, Société coopérative oecuménique de développement U.A. (Oikocredit International) sur la base de ses connaissances et convictions au moment de sa rédaction. Les opinions qui y sont exprimées sont celles d'Oikocredit International et sont sujettes à modification à tout moment et sans notification préalable. Oikocredit International ne garantit ni le contenu ni l'exhaustivité de ce texte, et décline toute responsabilité quant aux préjudices que pourrait entraîner l'usage de ces informations. Ce document, fourni à titre d'information, est réservé à l'usage exclusif de son destinataire. Il ne constitue ni une incitation ni une recommandation d'achat ou de vente d'instruments financiers ou de services bancaires, et ne décharge en aucune manière le destinataire de l'exercice de son propre jugement. La reproduction de tout ou partie de ce document sans l'autorisation écrite d'Oikocredit International est interdite.